

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Réaction Syndicalo-Socialiste (*Varine*). — La Politique extérieure des deux internationales (*Tchitchérine*). — Le Faux Complot (*Henriette Roland-Holst*). — Loyauté des reconstruc-teurs (*René Reynaud*).

Héros et Martyrs du Communisme : Eugène Munch (*A. Kalabanova*). — L'Internationale Syndicaliste (*G. Tsipérovitch*). — L'Ouvrière en Russie Soviétique (*Hélène Blonina*). — Correspondance Internationale (Espagne).

La Réaction Syndicalo-Socialiste

La réaction bourgeoise trouve, au sein même des organisations économiques et politiques du prolétariat, de précieux auxiliaires. Ce n'est pas là un phénomène propre à notre époque. Au contraire, l'Histoire nous apprend que la classe dominante a toujours su affermir son pouvoir en détachant de la classe opprimée des éléments, pour qui la satisfaction de leurs intérêts immédiats prévaut sur la réalisation de l'intérêt organique de l'ensemble de leur classe. Actuellement, la bourgeoisie française est protégée non seulement par son appareil étatique de domination, mais aussi par les majoritaires de la C. G. T. et du Parti socialiste, forts de l'inconscience heureusement décroissante des masses qui leur ont abandonné la direction du mouvement prolétarien. Des faits récents illustrent cet état de choses au delà de toute espérance.

A la faveur de l'emprisonnement des militants révolutionnaires, les majoritaires du Parti et de la C. G. T. ont accompli de vigoureux efforts pour restaurer leur influence déclinante. Ils ont cru atteindre au but en recourant aux moyens les plus éhontés : en réalité, ils ont porté à leur tendance un coup mortel. Il est des succès qui tuent. Les « officiels » du Parti et de la C. G. T. ne se relèveront pas de ceux qu'ils ont obtenus en exploitant la répression capitaliste dans l'intérêt de leur coterie.

L'opération la plus édifiante a été accomplie au sein de la Fédération des cheminots. Grâce à MM. Millerand, Lhopiteau, Jous-selin, Faralicq, et autres soutiens de la société bourgeoise, qui ont mis temporairement les représentants de la fraction révolutionnaire des che-

minots hors d'état de parler et d'agir, Bidegaray et ses complices, désavoués par la majorité du Congrès des cheminots pour leur collaboration constante avec les exploiters de la classe ouvrière, ont reconquis par surprise la direction de la Fédération, meurtrie sous les coups du pouvoir et du patronat, affaiblie momentanément par une lutte opiniâtre. Cet attentat impudent ne se peut comparer qu'au coup de force des social-démocrates majoritaires allemands, valets du kaiserisme, s'emparant, avec le concours de la police, du *Vorwärts*, dont la rédaction était internationaliste, pour en faire un journal impérialiste. On se rappelle le cri de colère et de dégoût qui répondit, dans le monde socialiste, à l'acte des social-patriotes allemands, conjuguant leurs efforts avec ceux de la police de Berlin. L'acte des Bidegaray et consorts ne peut être accueilli autrement. Ces trafiquants du syndicalisme voulaient « les places » ; ils les ont, mais la honte et le déshonneur avec. Dans leur amoralité, ils n'ont cure du « qu'en dira-t-on » ouvrier ; mais ils sous-estiment la conscience ouvrière, qu'ils croient pouvoir impunément violenter à la faveur d'une passagère défaillance. Et la conscience ouvrière se ressaisira et répondra. Encore une victoire à la Pyrrhus !

Dans le Parti, les majoritaires opèrent plus discrètement, mais sous l'inspiration des mêmes soucis. Il s'agissait pour eux de donner à l'extérieur l'impression d'une diminution des forces de la gauche et de reformer, grâce aux grèves brisées et aux poursuites gouvernementales, une majorité de peur. Pour surprendre la bonne foi de l'ensemble du Parti, ils lancèrent

le mot d'ordre : « Pas de politique au prochain Conseil national ». Comme s'il était possible au Parti de s'assembler et de laisser la politique à la porte. On connaît la formule « Pas de politique » : c'est celle de tous ceux qui n'ont pas la franchise d'avouer leur politique. C'est celle de tous les hommes d'une politique louche. Exactement traduit, « pas de politique » signifie : *pas votre politique, mais la nôtre*. En l'occurrence, à l'occasion du Conseil National : *pas de politique communiste, mais une politique opportuniste, dissimulée sous une phraséologie de solidarité*.

Grâce à leur possession de l'organe central du Parti, nos majoritaires ont surpris la sincérité des militants étrangers à leurs préoccupations misérables. Au lieu de publier les deux motions en présence comme ce qu'elles étaient toutes deux : l'expression de deux tendances politiques, entre lesquelles les Fédérations devaient opter, *l'Humanité* a publié l'une comme « la protestation du Parti », et exploité en la déformant une conversation privée de deux camarades, qui ne pouvaient en tout état de cause engager qu'eux-mêmes, et dont l'un, au surplus, n'a jamais tenu les propos qui lui sont prêtés. Après ce beau travail, *l'Humanité* publiait le lendemain la motion des « parents pauvres » en la faisant précéder d'un procès-verbal tendancieux, rédigé par Paul Louis et signé, on ne sait pourquoi, par Marianne Rauze. Puis elle faisait en sorte qu'un démenti de Lorient fut publié trop tard pour être connu des Fédérations délibérantes. Par surcroît, la tendance opportuniste bénéficiait d'un véritable privilège de tribune. Cependant que des fonctionnaires fédéraux, inféodés à la majorité, s'abstenaient de réunir leur Fédération et disposaient des voix arbitrairement.

Dans la confusion ainsi créée, les majoritaires ont réussi péniblement à nous arracher 300 mandats. C'est peu, si l'on songe aux moyens mis en œuvre ! Il n'y avait pas de quoi chanter victoire, comme l'a fait Paul Faure après le Congrès de la Fédération de la Seine, tout en disant qu'il ne chanterait pas victoire ; car Paul Faure, comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, chante victoire sans s'en douter... Il a chanté victoire avec toute la presse bourgeoise, qui annonçait joyeusement la « défaite des extrémistes », et avec Léon Blum qui affirmait impudemment que « dans la Fédération de la Seine, la majorité d'avant Strasbourg est retournée ». Holà ! N'aviez-vous pas dit qu'il ne s'agissait pas de politique ? Et vous vous réjouissez d'un vote en lui donnant précisément une signification politique ? *Vous avouez donc avoir accompli une opération politique au cri*

de : « Pas de politique ». Nous ne vous l'avons pas fait dire.

Mais votre prétendue victoire, nous savons ce qu'elle vaut, et vous ne l'ignorez pas davantage. A la 20^e section de la Seine, votre motion a été votée à l'unanimité par des militants dont le plus grand nombre est acquis à l'Internationale Communiste : ils ont cru, sur la foi d'informations mensongères, adopter une résolution présentée au Parti d'un commun accord entre les tendances. Vos artifices de langage leur ont fait illusion. Dans d'autres sections, il en a été de même. Sachez bien que vous ne réussirez pas deux fois la même tromperie. Nos camarades inexpérimentés peuvent se laisser abuser ; mais chaque jour ils acquièrent l'expérience qui leur manque et vous leur apprenez à se tenir sur leurs gardes. Ils sauront déjouer vos manœuvres comme ils ont su réprover votre politique.

Bientôt, la question de l'adhésion à la 3^e Internationale sera de nouveau nettement posée. Il faudra se prononcer : pour l'action réformatrice ou pour l'action révolutionnaire ; pour la collaboration des classes ou pour la lutte des classes ; pour la dictature du prolétariat et le système des Conseils ou pour la fausse démocratie bourgeoise et le système parlementaire. Ce jour-là, il ne suffira pas de nous abreuer d'affirmations platoniques, comme le faisait récemment Renoult dans le *Populaire* : *il faudra considérer les actes*. En énumérant les actes de la majorité, nous dresserons contre elle un écrasant réquisitoire. A son actif, elle n'a que des failles et des reniements, collaboration de classes au Parlement et action utilitaire et réformatrice dans le pays, carence dans les syndicats et union avec les social-traitres dans le Parti. Elle n'a fait preuve de quelque vigueur que dans sa lutte contre les communistes..., ce qui lui donne un titre singulier à se réclamer de l'Internationale Communiste. Mais sa gloire restera la dénonciation, à la tribune de la Chambre, de « l'extrémisme meurtrier », par l'organe harmonieux de Paul Boncour, élevé au pinacle, pour sa récompense, par les majoritaires.

La réaction syndicalo-socialiste peut se hâter de jouir de son éphémère victoire. Elle a peut-être encore quelques infamies à commettre. Nous lui prédisons des lendemains douloureux et désenchantés..

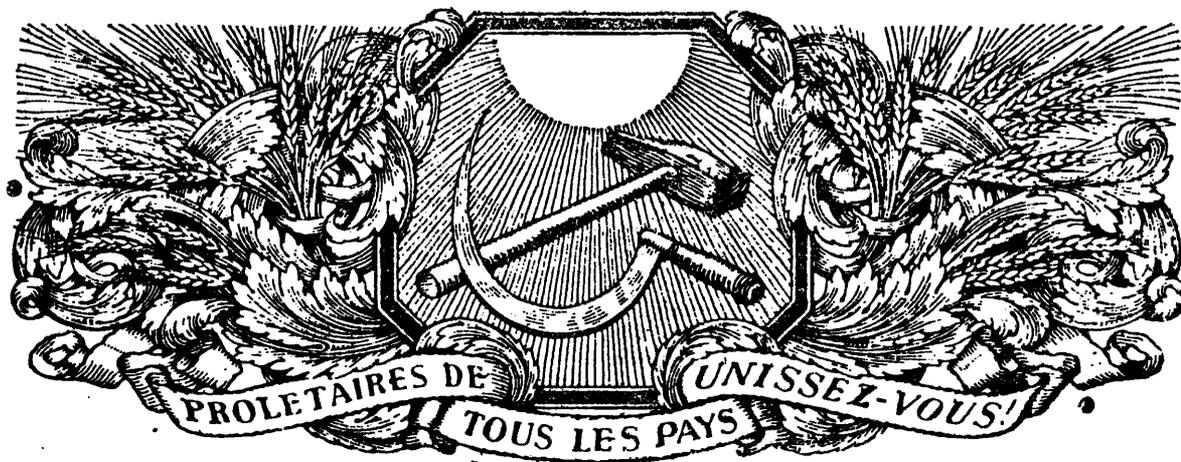
VARINE.

La Vie Ouvrière

Hebdomadaire

Parait tous les vendredis

En vente partout : 20 centimes



La Politique extérieure des deux Internationales

(Suite et fin)

La thèse que tout déplacement de frontières politiques ouvrait à tous les impérialismes du monde une large possibilité de réaliser leurs combinaisons de rapine, était tellement indiscutable que, comme on le sait, l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste considérait avec raison comme son but la lutte dans les limites des frontières politiques existantes et non le déplacement de ces dernières, et abordait à ce point de vue les questions de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine, et de tous les irrédentismes en général. Dans ce cas l'aile révolutionnaire comprenait avec une clarté suffisante qu'il lui était inadmissible d'avoir un programme positif en matière de politique extérieure dans l'ordre existant. Malheureusement son attitude envers la politique extérieure dans son ensemble ne fut jamais formulée d'une façon systématique et exhaustive. Le manque de netteté dans la position de la question concernant la politique extérieure permettait à une fraction considérable du mouvement socialiste de s'agiter avec ardeur autour de la politique extérieure, et cela dans un sens absolument défavorable pour le prolétariat révolutionnaire. A une époque où l'alliance franco-anglaise n'était point encore un fait accompli. Jaurès s'agitait continuellement en faveur de sa réalisation, voyant dans cette alliance, soi-disant démocratique, une prétendue acquisition de haute valeur et un contre-poids à l'alliance réactionnaire avec le tsarisme. Lorsque à l'époque où toutes les puissances s'agitaient fiévreusement autour de la question de Macédoine, la France, l'Angleterre et l'Italie opposèrent leur projet de réformes en Macédoine au programme austro-russe appuyé par l'Allemagne, les naïfs socialistes virent dans cette combinaison politique un grand succès quasi-démocratique et les débats de l'alliance des nations démocratiques contre les nations réac-

tionnaires. Les arguments des social-traitres durant la guerre mondiale ne se distinguent dans leur essence en rien des arguments des socialistes de la période du programme occidental de la réforme macédonienne. Les social-traitres sont restés entièrement fidèles à la tradition de la seconde Internationale. De même en Allemagne Bernstein s'évertuait à prôner l'alliance avec l'Angleterre, maintenant ainsi la tradition des freisinnige Allemands : Jaurès allait plus loin encore : dans toute une série de brillants discours, au cours de toute sa carrière parlementaire, continuellement, il s'efforçait d'inciter le gouvernement français à inaugurer une ère nouvelle de politique extérieure, qui fût basée sur la justice, la loyauté, le progrès et ainsi de suite. On peut dire que c'est justement dans le domaine de la politique extérieure que se dévoile toute l'utopie du réformisme petit-bourgeois dans le mouvement socialiste et son rôle véritable de paravent docile pour la politique gouvernementale de duperie des masses et de réalisation de buts de rapine sous des prétextes plausibles. Depuis longtemps déjà les gouvernements des pays capitalistes avancés étaient disposés à raffermir leur domination dans leurs propres pays par des concessions aux masses populaires de ces pays, afin de se délier les mains dans le domaine de leur pillage mondial qui était déjà la source principale des bénéfices de l'oligarchie. En cela ils pouvaient être le mieux du monde servis par les illusionnistes à courte vue du type de Jaurès, qui, avec toute la puissance de son éloquence et de ses convictions sincères, aidait le gouvernement à acquérir l'appui des masses populaires en créant l'idée de la possibilité d'une politique mondiale démocratique menée par ces gouvernements. Ainsi se préparait l'union sacrée de la grande guerre. Le malheur

de la seconde Internationale fut de se borner à préciser son rôle négatif par rapport à la politique coloniale, sans étendre cette définition à toute la politique extérieure dans les limites de l'ordre existant. Cette ambiguïté facilita dans une grande mesure aux gouvernements l'exploitation des organisations prolétariennes dans les intérêts de leur politique de guerre. L'absence d'une compréhension claire de l'inadmissibilité pour le prolétariat révolutionnaire d'un programme positif dans le domaine de la politique extérieure existante avait pour résultat l'idée, répandue largement dans les cercles socialistes, d'après laquelle il leur était possible de préconiser des plans comme l'internationalisation des Dardanelles et autres combinaisons semblables et en général toutes les formes possibles d'organisation internationale de la Société sous le régime social existant. Quand en automne 1914 Asquith dans son discours de Dublin mit en avant pour la première fois au nom du gouvernement anglais le mot d'ordre de création de la Ligue des Nations, il empruntait cette idée aux pacifistes et aux socialistes.

Quand Bernstein et consorts rompaient des lancés en faveur d'une alliance avec le gouvernement prétendu démocratique, non seulement ils continuaient la tradition des freisinnige, mais ils s'appuyaient même sur l'autorité de Karl Marx, qui en matière de politique extérieure avait posé devant les socialistes des buts positifs nets et précis pour réaliser la cohésion des gouvernements bourgeois libéraux contre Nicolas I^{er}. Et vraiment, à cette époque la situation historique était toute différente. Au milieu du dix-neuvième siècle la société bourgeoise n'était pas encore internationalement affranchie des chaînes du vieux régime féodal et absolutiste et la création des conditions internationales nécessaires au développement des Etats bourgeois était une tâche à la réalisation de laquelle la classe ouvrière était intéressée. A cette époque il y avait encore à l'ordre du jour les problèmes internationaux positifs de création d'Etats nationaux, nécessaires au développement du capitalisme. Marx assignait donc avec raison aux socialistes des buts positifs dans le domaine de la politique extérieure. La lutte contre la dictature internationale du gendarme absolutiste Nicolas I^{er} était un but positif de ce genre. Quant au problème de la création d'Etats nationaux, si dans ce cas le prolétariat révolutionnaire ne pouvait point agir en qualité d'allié des gouvernements réactionnaires qui en assumaient la réalisation, en lui-même, objectivement, ce problème était néanmoins un élément de progrès. Tout autre devint la situation dans la période historique suivante, quand la bourgeoisie fut devenue maîtresse absolue de la société et quand tout ce qui survivait du régime antérieur se fut transformé en exécuteur des volontés du capitalisme triomphant. Lorsque en politique extérieure,

de même qu'en politique intérieure, les survivances d'apparence démocratique devinrent de leur côté un paravent pour la domination illimitée de l'oligarchie capitaliste, aucun but positif susceptible de constituer un progrès n'exista plus en politique extérieure inter-gouvernementale. — aucun but à la réalisation duquel le prolétariat fût intéressé. Dans la dernière période de l'histoire du monde la politique extérieure présentait exclusivement des combinaisons de gouvernements capitalistes de rapine. Le prolétariat révolutionnaire devait rester entièrement en dehors de ces combinaisons, en dirigeant toutes ses forces vers l'appui à accorder aux victimes des bêtes de proie capitalistes, aux classes opprimées, aux groupements opprimés, loin de toute collaboration avec les combinaisons diplomatiques des gouvernements capitalistes.

La situation change radicalement avec l'apparition de gouvernements soviétiques, gouvernements révolutionnaires d'ouvriers et de paysans. Pour la première fois après un long intervalle, des buts positifs se posent de nouveau devant le prolétariat révolutionnaire dans le domaine de la politique extérieure inter-gouvernementale. Pour la première fois on voit apparaître parmi les gouvernements existants des gouvernements dont l'appui par le prolétariat révolutionnaire présente pour ce dernier un intérêt international. Ces gouvernements se trouvent être placés au centre de toute la lutte mondiale entre les classes opprimées et dominantes, entre les pays et les groupements opprimés et oppresseurs. Devant les partis et les groupements prolétariens révolutionnaires de tous les pays se pose le problème de la lutte pour la défense et la consolidation de la position internationale des gouvernements révolutionnaires soviétistes. Le nouveau programme de politique extérieure n'est accessible qu'aux partis et aux groupements qui se placent eux-mêmes sur le terrain soviétiste et révolutionnaire. Ce n'est qu'aux groupements demeurant sur le terrain de la troisième Internationale qu'est ouverte la voie de la nouvelle politique positive internationale. A l'Internationale Jaune de Berne et de Lucerne, qui à l'égard des gouvernements soviétistes est incapable de dépasser une vague non-intervention, il ne reste en général rien d'autre que de continuer la tradition servile quasi-démocratique des réformistes de la seconde Internationale, en jouant en apparence le rôle de critiques des gouvernements capitalistes réactionnaires et en consolidant par cela même en réalité, objectivement, leur position et en les aidant ainsi à continuer à se maintenir et à tromper les masses.

La position des gouvernements soviétistes révolutionnaires eux-mêmes n'est pas tout à fait la même que celle des partis révolutionnaires. En leur qualité de gouvernements existants de fait au milieu des autres gouvernements existants, ils sont forcés d'entrer en certaines relations avec ces derniers et ces relations créent pour eux des obligations dont il

doit être tenu compte. Lorsque le commissaire pour les Affaires étrangères écrit un article pour la troisième Internationale, il doit prendre en considération qu'il est lié par la position du gouvernement qui est différente de celle d'un parti révolutionnaire éloigné du pouvoir. Cela n'empêche qu'un gouvernement soviétiste révolutionnaire se trouve, par son caractère et les problèmes qui se posent devant lui, au pôle opposé des gouvernements capitalistes et ne peut en aucun cas participer à leurs combinaisons de rapine. Ce qu'il doit donc se proposer, c'est de vivre en paix ou de s'efforcer d'obtenir la paix avec tous les gouvernements et en même temps de se tenir soigneusement à l'écart de toute participation à des coalitions ou combinaisons d'appétits impérialistes quelles qu'elles soient. Tous les gouvernements soviétistes, se trouvant dans la même situation de divergence absolue par rapport aux gouvernements capitalistes, sont par la force des choses alliés entre eux, alliés cela va sans dire dans le sens défensif, car toute politique agressive leur est également étrangère. Les exigences de la défense de l'Etat, ce premier facteur déterminant de la politique extérieure des gouvernements capitalistes, est également le premier facteur de la politique extérieure soviétiste. Si, le prolétariat révolutionnaire doit être absolument hostile à la « défense de la patrie » des gouvernements capitalistes, au contraire, la défense de l'Etat soviétiste des ouvriers et paysans est le premier et le plus vital de ses intérêts. Mais de même que la défense des Etats capitalistes s'obtient non seulement par des soldats et des canons, mais tout autant par la diplomatie qui a pour but d'écarter la possibilité de coalitions hostiles contre lesquelles les canons et les soldats seraient impuissants, de même dans la défense du gouvernement soviétiste un rôle immense appartient aux rapports politiques internationaux, destinés à écarter le danger de coalitions ennemies. Or ces rapports internationaux tendant à écarter tout danger d'attaque imposent aussi des obligations déterminées. Au moment historique actuel, en présence des difficultés inouïes, des périls et des menaces mettant en danger l'existence même des gouvernements soviétistes, que des ennemis entourent de toutes parts et dont la position internationale est déterminée par cette situation, ces gouvernements doivent, dans la plus large mesure, prendre en considération ces exigences de la politique extérieure. Pour être strictement défensif, le rôle de la diplomatie soviétiste n'en est pas moins lourd de responsabilités. Ainsi donc, quand nous parlons des buts positifs de la politique extérieure de la troisième Internationale, nous ne pouvons aucunement identifier les partis communistes et les gouvernements soviétistes, dans lesquels ces partis jouent un rôle dominant.

Les gouvernements soviétistes ne se bornent pas à éviter toute participation à toute combinaison des gouvernements impérialistes, mais encore ils opposent à ces combinaisons, à

l'égard des pays ou groupements opprimés et en particulier à l'égard des peuples et Etats coloniaux, une politique diamétralement opposée, celle de la reconnaissance des droits des opprimés, spécialement de leurs droits de disposer d'eux-mêmes. Les limites mêmes des obligations imposées aux gouvernements soviétistes par leur situation au milieu des autres gouvernements, varient selon les conjonctures politiques. Pendant les premiers mois de son existence, avant la paix de Brest, le gouvernement soviétiste russe appliquait une politique de déclarations retentissantes inspirées par l'esprit de la révolution prolétarienne mondiale. Il est impossible de mesurer l'impression gigantesque produite ainsi par le gouvernement soviétiste russe dans la première période de son existence, impression restée depuis lors ineffaçable, dans le mouvement ouvrier international et qui une fois pour toutes détermina l'attitude de ce dernier envers les gouvernements soviétistes.

Si liés que soient, actuellement dans leurs mouvements les gouvernements soviétistes, l'attitude à observer envers eux constitue toujours le centre de la politique internationale positive de l'aile gauche du mouvement ouvrier de tous les pays. De même qu'à l'époque de la seconde Internationale les partis socialistes avaient leur propre politique extérieure en dehors de la politique extérieure inter-gouvernementale, de même aussi la troisième Internationale possède sa politique extérieure de buts communs, d'actions communes dans tous les pays du monde. Dans la sphère des relations extérieures inter-gouvernementales, son programme positif se concentre autour de la situation internationale des gouvernements soviétistes, de l'union politique de ces derniers entre eux et de l'appui à leur accorder de la part de tous les groupements placés sur le même terrain. L'existence même des gouvernements soviétistes, ainsi que l'apparition de nouveaux gouvernements soviétistes, dont nous avons déjà eu plusieurs exemples et à laquelle nous nous attendons dans l'avenir — et, nous en sommes sûrs, dans un avenir très rapproché — modifie entièrement la manière de voir de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier mondial à l'égard de toutes les questions, grandes et petites, de la diplomatie officielle. Si dans la période de la seconde Internationale l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste pouvait en politique extérieure se borner à se poser dans toutes les questions courantes, arménienne, syrienne et autres, des buts purement négatifs à l'égard du brigandage impérialiste, actuellement la troisième Internationale oppose à ce dernier, partout où il se manifeste, des buts pratiques d'édification soviétiste et des perspectives de libération immédiate du joug impérialiste. En dehors même des buts révolutionnaires déjà posés directement par l'histoire à l'intérieur des pays capitalistes avancés, à côté de ces buts et simultanément avec eux, le programme purement négatif de la résolution de Stuttgart sur la politique coloniale ne peut déjà faire place à

une politique positive immédiate, comportant la création d'États nationaux libres à la place des colonies opprimées, des protectorats et des sphères d'influence et ces nouveaux États libres, la troisième Internationale vise déjà à les créer sous la forme de républiques soviétistes. Mais il va de soi que cette tâche est inséparable de la tâche révolutionnaire primordiale de la troisième Internationale dans les États capitalistes avancés eux-mêmes. L'affranchissement des pays opprimés est possible uniquement parce que dans les métropoles le pouvoir de l'oligarchie est assez ébranlé pour que sa force de domination mondiale ait cessé d'être irrésistible. D'autre part, l'ébranlement de la domination coloniale universelle des oligarchies dominantes capitalistes accélère leur

chute dans leurs propres pays. La troisième Internationale poursuit le but de l'affranchissement des pays opprimés, que l'éroulement des gouvernements capitalistes dans les pays dominants ait eu déjà lieu ou non — mais il est impossible de prédire dès maintenant lequel des deux événements précédera l'autre. En tout cas, le programme international positif grandiose de la troisième Internationale n'est rendu possible que par son programme révolutionnaire mondial fondamental et n'est en conséquence accessible qu'à elle seule, se trouvant en contradiction flagrante avec le programme de politique extérieure servile et vague de l'Internationale Jaune de Berne-Lucerne.

G. TCHITCHERINE.

LE FAUX COMLOT

Aux membres du Comité de la III^e Internationale

Chers camarades,

Nous avons été peu étonnés d'apprendre que le journal le *Matin* dans une série d'articles sensationnels, s'est efforcé de prouver la thèse que les grandes grèves de mai en France ont été l'effet, non du sentiment de révolte contre le régime capitaliste, s'éveillant dans l'âme de dizaines de milliers de travailleurs, mais d'un « complot » élaboré à l'ombre entre Moscou et Paris, avec Amsterdam pour intermédiaire. Nous connaissons le caractère détestable de la presse jaune et nous savons qu'il n'existe d'insanités et de turpitudes, si plates et si ineptes soient-elles, que cette presse ne puisse servir à un public dont la dégradation morale n'est égalée que par sa bassesse spirituelle.

Mais nous avons appris tout de même avec quelque étonnement que le gouvernement français prétend croire à de telles stupidités, puisqu'il prend l'existence du « complot » pour base du procès intenté contre le Comité de la III^e Internationale et les autres groupements révolutionnaires impliqués. Nous n'avons pas cru que les autorités en France feraient preuve d'un si grossier et complet manque d'intelligence; il faut bien qu'elles soient elles-mêmes persuadées de l'ineptie de l'accusation, pour que les contes à dormir debout du *Matin* lui servent de « preuves ».

S'il est impossible à l'accusation de tracer le moindre lien conspiratif entre les grèves de mai en France et l'Exécutif de Moscou, il est au contraire facile d'apporter des preuves à l'appui de la thèse qu'un tel lien n'a jamais existé. S'il avait existé, il serait étrange qu'on n'en aurait découvert aucun vestige dans la correspondance saisie chez notre secrétaire au cours des perquisitions. Il serait étrange également

pour fomenter la révolution en France dans les révélations parues dans le journal hollandais bourgeois le *Handelsblad* lors de la Conférence Communiste d'Amsterdam. Il serait plus étrange encore que la France, destinée à jouer un rôle si grand dans la révolution que l'on « préparait », ne fût pas même représentée à cette Conférence.

Dans les misérables articles du *Matin*, on dirait que « l'envoyé spécial » à Amsterdam a été chargé de dissimuler sous toutes sortes de racontars sensationnels, le fait découlant clairement de ces articles même, c'est-à-dire que nul lien entre le mouvement du 1^{er} mai en France et l'Exécutif de Moscou (voire le Bureau d'Amsterdam) n'a pu être trouvé. Qu'importe au public les voyages désormais légendaires de Mme Rutgers, passant et repassant trois fois de suite la frontière russe dans un temps où il fallait des efforts héroïques et une chance peu commune pour passer cette frontière une seule et unique fois? Qu'importe l'histoire fantastique de cette soi-disant Conférence secrète de Constance, tenue le 23 mai, à laquelle prirent part des délégués dont on n'a jamais entendu le nom dans les milieux communistes et qui fut présidée par le camarade Platten, enfermé à cette date dans la forteresse polonaise de Kovno?

Toutes ces histoires sont des tours de passe-passe, exécutés par le *Matin*, fort lourdement d'ailleurs, par ordre ou avec la complicité du gouvernement français pour masquer le fait indéniable qu'au cours des perquisitions opérées chez les camarades des groupements impliqués ne fut trouvée aucune pièce pouvant servir de base à l'accusation. Il s'agit de jeter de la poudre aux yeux des gens timorés, de la petite bourgeoisie craintive et flottante, pour jeter le trouble dans les esprits et créer une

atmosphère favorable à un grand procès politique.

Le Bureau d'Amsterdam n'existant plus, il ne peut protester contre la façon stupide, grotesque et indigne dont il est mis en cause par les falsificateurs et les laquais d'une presse vénale. Mais en mon nom et en celui du camarade Rutgers Wijnkoop se trouvant à l'étranger, je tiens à protester contre la campagne de calomnie qui a été faite et à démentir les stupides mensonges dont on essaye de vous envelopper, chers camarades du Comité de la III^e, comme du filet dans lequel vous serez pris. Ce Bureau d'Amsterdam n'a jamais envoyé de fonds en France, pour la bonne raison que les sommes dont il disposait étaient à peine suffisantes pour couvrir les frais de bureaux, etc. Il n'a jamais entretenu d'autres relations avec les camarades français (ni avec ceux d'autres pays du reste) que les relations naturelles entre soldats de la même cause. Nous transmettions aux groupements communistes des différents pays les quelques informations, les quelques documents qui nous parvenaient de temps à autre indirectement de Moscou, comme nous recevions d'eux des renseignements sur la situation de leur propre pays. Durant le temps, bien court du reste, de son existence, et avec des forces ridiculement inadéquates à remplir sa tâche, notre Bureau a essayé de faciliter et de stimuler les rapports entre les groupements communistes des différents pays et d'orienter le mouvement vers l'unité d'organisation et de tactique révolutionnaire. Il n'a pas fait davantage, parce que, en premier lieu, ses forces ne le permettaient pas, et qu'en second lieu, la situation révolutionnaire internationale n'est aucunement mûre pour les efforts de centralisation conspirative que nos ennemis nous prêtent. Il a été, en réalité, presque exclusivement un simple organe d'information ; et peut-être — c'est du moins ce qu'espèrent ses anciens membres — une toute petite force morale, une toute petite influence révolutionnaire, une goutte dans le torrent des causes menant à la révolution internationale, le système des soviets et l'établissement de la dictature prolétarienne.

Et si nous pouvions penser, chers camarades, que nos encouragements et que les appels lancés par nous à différentes reprises pour la solidarité des travailleurs de tous pays avec la Russie des Soviets, pour la grève internationale des masses aient contribué pour une infime partie au développement de la mentalité révolutionnaire des ouvriers français, nous serions bien heureux. Sous ce rapport-là, il y a certainement complot et conjuration entre vous et nous : tous nous sommes des conspirateurs contre l'ordre capitaliste. Mais nous voilà bien loin (heureusement !) du *Matin* et de ses niaises histoires, rappelant l'atmosphère d'un cinéma de petite ville par une lourde après-midi d'été.

Bien fraternellement à vous.

Henriette ROLAND-HOLST.

Loyauté des Reconstructeurs

La série de meetings organisés en faveur de nos prisonniers, par le Comité de la III^e Internationale, a le don de déchaîner les colères de certains socialistes, ceux qui précisément nous parlent tous les jours et sur tous les tons de solidarité et d'unité. Les manœuvres sournoises se succèdent afin de faire obstacle à notre campagne. Ici, ce sont quelques bons camarades socialistes qui s'étonnent que le Comité organise de telles réunions, alors que la Fédération devrait suffire. Ces camarades font semblant de ne pas comprendre que plus il y aura de meetings et d'agitation en faveur de nos camarades, mieux cela vaudra !

A Levallois, la Maison Commune est refusée au Comité local ; à Juvisy et au Havre, le lieu habituel des réunions nous est fermé, etc.

Enfin, il nous faut parler des incidents de Saint-Denis. Nous avions organisé le mardi 29 juin, à la Salle des Fêtes, un meeting au cours duquel devaient prendre la parole Georges Pioch, Henry Torrès et Humbertot. Prenant prétexte de la présence d'un commissaire de police à la tribune, les reconstructeurs sabotèrent notre réunion, déclarant qu'il était sans précédent à Saint-Denis qu'une réunion ait lieu dans de pareilles conditions. La manœuvre réussit et le meeting fut interrompu. Notre ami Georges Pioch profita de l'occasion pour faire, dans une salle voisine, une causerie éducative.

On ne peut supposer un seul instant que les reconstructeurs fussent de bonne foi, car alors il serait par trop simple au gouvernement d'empêcher nos réunions, il n'aurait qu'à envoyer à chacun de nos meetings un commissaire de police, et la farce serait jouée.

Enfin, il y a des précédents. A Aubervilliers nous avions parlé devant le commissaire de l'endroit, et cela avait permis à Georges Pioch de lui asséner quelques vérités, et ce aux acclamations de l'assistance. A Saint-Ouen, un commissaire de police assistait également à notre réunion.

Le Comité de la III^e Internationale est comblé des faveurs du gouvernement et des reconstructeurs. Mais l'attitude de ces derniers à Saint-Denis dépasse toute mesure.

Comment qualifier de pareils procédés ? Ils ne nous étonnent pas de la part de ceux qui les emploient, et il y a longtemps que nous connaissons leur hypocrisie. Mais que leurs belles qualités s'étalent au cours d'un meeting organisé en faveur de nos prisonniers, cela dépasse toute mesure.

Que ceux qui ont troublé notre réunion se persuadent bien de ceci : ils n'étoufferont pas notre voix. Ce soir, avec ou sans commissaires de police, notre ami Henry Torrès parlera à Saint-Denis. Samedi nous serons à Puteaux, le 24 à Juvisy, et aucune manœuvre ne nous empêchera de continuer à faire ce que nous considérons comme notre devoir.

René REYNAUD.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

EUGÈNE MUNCH

La mort du camarade Münch, secrétaire du parti socialiste du canton de Berne, survenue pendant un bain à la suite d'une rupture d'anévrisme, est une perte sérieuse pour les communistes suisses, et l'Internationale Communiste perd en lui un de ces champions, robustes et vivants qui nous unissent, en dépit du blocus, du boycottage et des barrières élevées par l'espionnage policier, au mouvement grandissant du prolétariat suisse.

Par l'histoire même de sa vie, Eugène Münch est bien le type de l'ouvrier socialiste suisse. Prédestiné à gagner sa vie par un travail assidu et pénible (il était métallurgiste) et à lutter contre des difficultés sans nombre pour nourrir sa nombreuse famille, il n'est pas venu au socialisme d'emblée et sans lutte, mais préalablement il a passé par plusieurs stades ; d'abord simplement membre de l'organisation professionnelle de son métier, il devint ensuite un organisateur. Après avoir débuté comme petit reporter, il devint ultérieurement rédacteur de journaux professionnels. D'abord simple membre du parti, il acquit progressivement, par de nombreuses et consciencieuses lectures, des idées générales et aussi la confiance d'un nombre toujours plus grand de camarades et d'organisation, et il fut appelé à un poste de responsabilité, celui de secrétaire du canton de Berne, le second canton en importance par le nombre des membres du parti. Il s'y distingua par un travail assidu et consciencieux, accompli avec un entier sentiment de sa responsabilité. Dépourvu de grands dons naturels, grâce à son labeur, à son désir de devenir ce qu'on appelle un homme, il est arrivé à un tel point de considération que sa mort a été ressentie et pleurée par des centaines de milliers d'ouvriers et de socialistes.

Voûté de santé débile, la poitrine étroite, il était l'exemple vivant de ce que le capitalisme fait de l'enfant prolétarien. Condamné à un travail de forçat et sans beauté, ce fils des montagnes suisses, où la nature se montre si riche et si merveilleuse, s'est développé lentement, portant en lui le germe d'une maladie qui devait le rendre faible et chétif pendant toute sa vie. Ajoutons que l'atmosphère antihygiénique qui l'entourait, la lutte précoce qu'il dut mener pour l'existence, un travail au-dessus de ses forces et de lourds soucis mirent toutes sortes d'obstacles à son développement intellectuel.

Mais c'est précisément ici que se révèle sa nature suisse et la force de son auto-éducation ainsi que la discipline intérieure et l'élan vers la lumière qui caractérisent tout prolétaire conscient. Chaque livre qu'il avait lu, chaque parcelle de science qu'il avait conquise, devenait partie intégrante de son individu. Chacune des notions qu'il acquérait devenait un des fils conducteurs de sa vie intérieure et extérieure.

Dès qu'il eut franchi le seuil du parti socialiste, Münch prit immédiatement position à l'extrême gauche du parti, dont le membre le plus éminent et le leader était alors cet homme richement doué qui s'appelle Robert Grimm. Pendant longtemps, Münch fut le disciple passionné, le collaborateur le plus proche et l'ami de Grimm et il soutint à ses côtés dans tous les congrès et toutes les réunions du parti aussi bien que dans le journal du parti et dans les unions professionnelles, la ligne de conduite qui se rapprochait le plus du marxisme. Ici, nous rencontrons encore un trait de caractère éminemment distinctif du prolétaire révolutionnaire ; dès que la révolution d'octobre eût montré au monde l'exemple de l'action révolutionnaire des masses des travailleurs, de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la solution prolétarienne de toute une série de questions, Münch n'eut plus aucune hésitation. Sans se soucier de ses anciens maîtres et compagnons d'armes, il se mit à soutenir ardemment et sans réserves le pouvoir des soviets. Au plus fort de la réaction, qui prit dans ce pays de petits bourgeois un mode petit-bourgeois et caricatural et se manifesta par la persécution des ressortissants d'un pays étranger, voire même d'individus isolés, lorsque le berceau de la liberté et de la démocratie se mit en devoir d'« extirper la contagion russe » par des persécutions, des arrestations, des expulsions contre ceux qui la répandaient, l'humble militant, jusqu'alors relativement peu connu, prit une attitude nettement offensive. Bravant les nombreux ennemis des communistes russes, il mena une guerre de classe ouverte contre les classes dirigeantes et contre la pitoyable inertie dont faisait preuve l'opinion publique.

L'ardeur de la lutte, l'anxiété provoquée par le danger direct dont étaient menacés toutes les conquêtes du prolétariat, la solidarité avec les masses révolutionnaires éveillèrent pour ainsi dire, en les avivant, tous les traits essentiels d'un tempérament qui ne s'était pas encore révélé, et lui donnèrent la passion et le feu qu'il apporta désormais dans la défense de la cause commune.

Bien que Münch, le modeste secrétaire des organisations du parti en Suisse n'ait pas pris une part directe au mouvement international et n'ait pas été chronologiquement et personnellement de ce mouvement, il est cependant devenu un des fossoyeurs acharnés de la 2^e Internationale et un des maçons ardents de la 3^e, parce que, dans cette question, comme dans les autres, il voyait toutes choses à travers le prisme des intérêts du prolétariat et de l'avenir révolutionnaire de sa classe tout entière. Si la mort n'eût frappé, en août 1919, le camarade Münch, encore trop jeune pour mourir, à toutes les réunions du parti et des ouvriers suisses, à toutes les discus-

sions entre partisans et adversaires de l'action des masses pour la libération de ces dernières, partout où est engagée la lutte entre le passé, le présent et l'avenir, partout où s'impose la tâche de recruter de nouveaux adeptes au communisme, de nouveaux membres à l'Internationale Communiste, — la voix physiquement faible, mais politiquement et moralement puissante du lutteur prolétaire aurait fait taire

tout opportunisme, toute hésitation et aurait continué à exciter les travailleurs suisses au combat, à les appeler à la victoire contre l'ennemi extérieur — la classe dominante — et contre l'ennemi intérieur — le réformisme, le nationalisme et, en général, l'opportunisme. Cette voix s'est tue trop tôt.

Angélica BALABANOVA.

L'Internationale Syndicaliste ⁽¹⁾

La tendance des syndicats ouvriers à s'unir en une Fédération internationale se précisa déjà clairement dans la 1^{re} Internationale, à Genève, en septembre 1886.

Le Congrès de Genève reconnut l'utilité des associations professionnelles dans la lutte quotidienne pour la défense des intérêts de la classe ouvrière contre « les abus incessants du capital » en même temps qu'il souligna la nécessité pour ces associations d'élargir leur activité en « ralliant les associations des différents pays sous un drapeau international ».

Ce premier Congrès formula comme suit les fins du mouvement professionnel qui, dans les pays capitalistes, n'ont rien perdu de leur signification. « Indépendamment de la lutte contre les abus du capital ces associations seconderont par leur activité consciente tout mouvement révolutionnaire social et politique, ayant pour but idéal l'affranchissement complet de la classe ouvrière. Elles formeront des noyaux de militants entreprenants, capables de défendre les travailleurs les moins bien partagés et notamment ceux de la campagne. Cette attitude amènera à l'Internationale des couches nouvelles du prolétariat jusqu'ici demeurées indifférentes aux appels des militants et sera de nature à inspirer aux masses laborieuses la conviction que l'Internationale, loin de poursuivre des fins étroitement intéressées, combat pour la libération de millions d'opprimés. »

Les premières tentatives de mettre en pratique les résolutions du Congrès de 1886 eurent lieu vingt-cinq ans plus tard, lors du deuxième Congrès International de Bruxelles (août 1891). A cette époque l'Internationale avait déjà acquis la possibilité d'exercer une pression efficace sur le mouvement ouvrier dans tous les pays.

C'est afin de recourir à cette pression que le Congrès de Bruxelles recommanda d'organiser dans chaque pays des secrétariats d'ouvriers, afin de pouvoir, en cas de conflit entre le travail et le capital, informer les travailleurs des différents états et de leur donner la possibilité de prendre sans retard toutes mesures utiles.

Le Congrès International de Londres fit encore un pas dans cette direction en adoptant la résolution suivante : « Dans le but de rendre possible une ac-

tivité syndicale uniforme, il est urgent de créer dans chaque pays un Comité Central des Syndicats. Ces comités se renseigneront sur la situation du marché de travail, ils échangeront régulièrement les résultats de leurs informations statistiques et fourniront des comptes rendus sur tous les événements importants de la vie ouvrière de leurs pays respectifs. Le soin leur incombera également de veiller à ce que les syndicats des différents pays accueillent et s'efforcent d'attirer dans leurs organisations des travailleurs étrangers, ce qui doit prévenir l'abaissement du taux des salaires au détriment des travailleurs du pays même par suite de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. En cas de grèves, de lock-out, de boycottage, ces comités centraux seront tenus d'accorder une aide matérielle aux comités locaux dans la mesure des moyens dont ils disposent ».

Dès lors, l'Internationale des Syndicats fit des progrès marquants. La création d'unions internationales patronales étroitement unies aux Syndicats capitalistes internationaux et aux trusts, imprima une forte impulsion au développement d'un service de renseignements et à la solidarité des associations ouvrières des différents pays. Les Comités Syndicaux se lièrent plus étroitement pour débattre les questions d'intérêt général, les comptes rendus du mouvement professionnel parurent régulièrement. Au début de la guerre les syndicats ouvriers comptaient déjà plus de 9.000.000 de membres.

Et pourtant, malgré cette affluence de membres, des conflits se produisaient au sein même du mouvement professionnel international, conflits qui, au début de la guerre, amenèrent une rupture presque complète des relations internationales et suscitèrent un antagonisme tel entre les associations ouvrières des pays belligérants qu'elles parurent disposées à défendre les armes à la main chacune les intérêts particuliers de son propre pays.

Dès lors, une animosité toujours croissante se manifestait parmi les associations ouvrières, nourrie par la rivalité des pays capitalistes sur les marchés du monde. A tous les congrès internationaux des métallurgistes, des peaussiers, des travailleurs de l'industrie textile, des travailleurs du bois, des discussions acharnées avaient lieu quand il s'agissait de fixer la résidence de la Centrale internationale des Syndicats ; on ne parvenait pas à tomber d'accord. Serait-ce Londres, Paris, Berlin, Bruxelles ou Genève ? Les Français accusaient les Allemands de vouloir

(1) Nous croyons devoir traduire par le terme « syndicat » l'expression russe « union professionnelle ». Pour n'être point littérale cette traduction n'en est pas moins exacte.

usurper le pouvoir en imposant leur hégémonie à l'univers entier, les Allemands reprochaient aux Français leur manque d'esprit d'organisation, les trade-unionistes anglais choquaient les susceptibilités par leur aristocratie et leur manque de sociabilité.

Dans cette rivalité pour la prépondérance de chaque groupe, coïncidant en bien des points avec la rivalité des cercles capitalistes des différents pays pour la primauté économique sur le marché mondial, les résolutions adoptées par la 1^{re} Internationale se modifièrent au point de perdre toute leur force, et lorsque les organisations capitalistes des pays rivaux, hésitant de même entre l'internationalisme et le désir de transformer leur internationalisme en un principe d'hégémonie, se virent accusés à la guerre mondiale, elles ne rencontrèrent que l'opposition d'une internationale fictive, et trouvèrent les travailleurs professionnellement organisés tout disposés à seconder le capital.

La facilité avec laquelle dès les premiers jours du sanglant conflit légien, Jouhaux, Gompers, Henderson renièrent leurs obligations internationales, s'explique parce que ce reniement avait été préparé longtemps avant la déclaration de guerre par les relations hostiles qui s'étaient établies entre les syndicats des différents pays par suite de la politique impérialiste des principaux Etats capitalistes.

Pendant la guerre, les mêmes tendances du mouvement ouvrier continuèrent à se manifester avec cette différence que l'état de guerre en augmentant l'acuité des conflits, rendit nécessaire des formules précises et fit dresser le bilan. Dès ce moment les syndicats de rouges qui étaient en lutte contre le capital « jaunissent » de plus en plus quoique demeurant encore sous la pression du régime capitaliste. Vers la fin de la guerre, durant l'armistice armé, les syndicats devinrent tout à fait « jaunes » ; si bien que, dans les milieux prolétariens avancés et notamment parmi les travailleurs conscients d'Allemagne et de Hongrie une attitude négative fut adoptée par rapport au mouvement syndical, considéré comme une forme surannée de la lutte ouvrière, devenue nuisible aux intérêts des travailleurs.

Basée sur cette attitude, une révision des principes de l'organisation syndicale a lieu en ce moment, facilitée par la nette conscience, que des cercles étendus des masses prolétariennes ont acquis, pendant « l'armistice », des véritables buts de la guerre impérialiste et de toutes ses conséquences.

Les pays conquérants sont tout aussi ruinés que les pays conquis, sans parler des pays neutres. Partout le capital triomphant et arrogant s'est montré l'ennemi irréconciliable de la classe ouvrière. Partout il a déclaré non-avenus tous les avantages conquis par le mouvement ouvrier. Un simple trait de plume abolit le droit de grève et des réunions, la liberté de parole des ouvriers. De toutes parts le capital fait prévaloir l'absolutisme de sa dictature avec tant d'insolence et de cynisme que les masses ouvrières n'ont eu d'autre ressource que de revenir aux décisions de la 1^{re} Internationale, et, guidées par ses principes, de s'efforcer de reconstruire à neuf tout l'édifice du mouvement syndical.

Cette révision progresse rapidement. Elle a déjà amené le prolétariat de tous les pays à décider, au

lieu de renoncer, à l'action syndicale, de lui imprimer une nouvelle direction, de lui donner une nouvelle signification afin de s'en servir comme d'une arme puissante contre le capital dans la grande lutte universelle. On élabore de nouveaux principes, le mouvement redevient « rouge » et renie énergiquement ses anciens chefs « jaunes » et leurs adeptes. La rupture entre le capital et le prolétariat s'est déjà avérée dans tous les pays capitalistes.

En Angleterre, les anciennes Trade-Unions perdent toute autorité aux yeux des masses et les grèves grandioses des derniers mois se passent complètement en dehors d'elles. Le rôle dirigeant passe souvent aux comités des fabriques et des usines, qui se donnent des tâches jusqu'à ce jour ignorées du mouvement professionnel.

On peut observer le même phénomène en Amérique, où la création de la Grande Union Unique (*One Big Union*) relègue au second plan les leaders jaunes de l'espèce de Gompers dont le rôle se réduit à un minimum.

Non moins curieuse est la renaissance du mouvement professionnel en Allemagne, où l'on bénéficie de l'expérience des organisations russes. Les comités de fabriques et des usines balayent sans miséricorde les anciennes formes et l'autorité des chefs jaunes qui se sont trouvés inopinément de l'autre côté des barricades. De nouveaux problèmes sont posés hardiment, le contrôle de la production est exigé, de même que la nationalisation des grandes industries ; l'idée depuis longtemps gangrenée de la neutralité du mouvement syndical est battue en brèche et l'on veut s'engager à fond dans la lutte politique de l'ensemble du prolétariat.

Les syndicats de toute une série d'entreprises industrielles sont déjà passés à la direction des rouges. C'est le cas de puissantes associations, comme, par exemple, l'Union des Métallurgistes.

L'évolution révolutionnaire du mouvement professionnel a jeté un défi à l'impérialisme international. Si les syndicats italiens s'opposent aujourd'hui à l'envoi des armes et des munitions aux généraux blancs russes ; si les ouvriers anglais organisent des grèves monstres en exigeant la paix avec le gouvernement des Soviets et le rappel immédiat des troupes anglaises de Russie ; si les syndicats français proclament ouvertement leur solidarité avec nous, la logique d'une guerre des classes, rendue plus âpre par la ruine générale et la misère toujours croissante, les obligera demain à se prononcer d'une façon décisive sur les affaires de leurs propres pays.

L'intérêt qu'ils nous témoignent, et souvent même les secours matériels qu'ils nous prêtent, prouvent autant leur force que leur faiblesse. Ils font l'apprentissage de la lutte en prenant la défense des travailleurs russes, sans s'aventurer encore à livrer eux-mêmes une bataille décisive à leurs propres ennemis. Leur accord avec nous est une école pour les syndicats des pays de l'Europe Occidentale ; ils créent une ligne de démarcation tous les jours plus accentuée entre les tendances rouges et jaunes.

Les défenseurs des formes mortes du mouvement professionnel s'efforcent de galvaniser les anciens syndicats et de ressusciter des méthodes de travail abandonnées depuis longtemps. Peu après la « Paix de Versailles », les jaunes des différents pays ont fait, dans cette intention, diverses tentatives séparées pour

ramener le mouvement ouvrier international dans les cadres de l'ancien trade-unionisme. Ils s'imaginaient qu'en ressuscitant l'internationale des syndicats, ils réussiraient à revêtir à nouveau les masses ouvrières de la cuirasse invulnérable d'une solidarité apparente et qui dans la pratique se réduit à l'entente avec les capitalistes et à une hostilité déguisée envers les travailleurs des différentes nationalités. L'échec des misérables efforts du Congrès d'Amsterdam où les représentants de l'Entente ne purent se refuser le triste plaisir d'agenouiller une fois de plus les infortunés travailleurs allemands devant les capitalistes, est généralement connu, même par les défenseurs des syndicats jaunes. Ces efforts n'ont obtenu l'approbation de personne. Ils ont été accueillis sans enthousiasme. Il faut aussi considérer comme une pitoyable comédie, la tentative totalement manquée faite par les syndicats dans le but de s'entendre avec le patronat et de poser les fondements d'une nouvelle Internationale du Travail à Washington. La marche des travaux de la conférence de Washington, sans parler de l'attitude adoptée par rapport aux pays conquis et même neutres, ne peut pas ne pas provoquer un sourire de pitié chez les organisateurs mêmes de cette hypocrite et malpropre cuisine. La même atmosphère malsaine entourait la récente tentative de Légien (le jaune par excellence), autrefois un des leaders du prolétariat allemand, mais qui pour l'instant se trouve être le premier de ceux qu'il bannit de ses rangs. Au nom de 12 millions de travailleurs unis, disait-il en une mythique Internationale résidant on ne sait où, il s'est adressé, à en croire les journaux aux unions professionnelles de Moscou, de Petrograd et d'Odessa en les sollicitant de lui fournir des renseignements sur leur organisation et d'entrer en relations avec les jaunes, au nom desquels il promet des secours matériels aux Soviétiques russes. On ne sait qui l'a chargé de faire ces déclarations. Ce ne sont certes pas les comités des fabriques et des usines d'Allemagne, ni les syndicats révolutionnaires d'Italie, ni les syndicats français, ni les masses ouvrières anglaises, car tous, ils font aux jaunes une opposition irréductible.

La seule réponse plausible de nos travailleurs à tous les invités d'Amsterdam, de Washington et des Légien désireux d'abuser encore les masses, ce ne peut être qu'une mobilisation de toutes les forces véritablement révolutionnaires agissant en liaison avec les rouges des pays occidentaux pour créer une nouvelle internationale, qui se séparera des jaunes par un fossé impossible à combler et, précisant les positions réelles des deux partis en présence, préparera sur l'arène internationale, la dictature du prolétariat.

Nous pouvons constater avec satisfaction que la création de cette Internationale des syndicats ne se fera certainement pas trop attendre. La conférence internationale des travailleurs, du Transport, actuellement en voie d'organisation, prouvera sans nul doute avec évidence, que les sympathies de la majorité des travailleurs vont à la 3^e Internationale.

Chaque jour nous apporte de nouvelles preuves d'une union de plus en plus étroite des syndicats des différents pays et de la communauté d'aspiration des ouvriers en présence de leurs nouvelles tâches.

L'écroulement rapide de la 2^e Internationale forcée de capituler devant l'Internationale Communis-

te laisse entre les mains des rouges une arme puissante pour les luttes politiques. Le premier résultat à atteindre, c'est de consolider la fraternité des syndicats de tous les pays et de nous allier non seulement par les liens de l'idée, mais aussi pratiquement.

La première des tâches des syndicats de tous les pays c'est de former non seulement en principe, mais aussi pratiquement une puissante organisation internationale, prête à combattre sur tous les fronts aux côtés de l'Internationale Communiste, afin d'établir la dictature prolétarienne et, parallèlement de susciter dès aujourd'hui les formes nouvelles des relations internationales prolétariennes et de l'organisation de la vie communiste.

La 1^{re} Internationale n'exigeait de ses membres qu'un échange de renseignements et de sympathies ; il s'agit à présent d'étendre à tous le bénéfice des expériences organisatrices et techniques acquises et de coordonner les manifestations et les offensives ; *il s'agit d'élaborer un plan d'ensemble pour le contrôle de la production mondiale, le ravitaillement et la répartition des produits ; il est question de créer un centre unique pour dresser le compte des forces ouvrières et les répartir et pour uniformiser la protection du travail et la prévoyance sociale ; telles sont, esquissées à grands traits, les tâches de la nouvelle Internationale des Syndicats.*

Sans s'isoler de la 3^e Internationale, elle devra au contraire marcher sur ses traces en établissant partout la dictature du prolétariat sur les bases solides des liens établis entre les producteurs de tous les pays. Cette solidarité des problèmes politiques et industriels du prolétariat du monde entier se présente à nous avec une incontestable évidence ; elle est d'autant plus nécessaire qu'on peut préciser dès aujourd'hui les mesures pratiques à adopter pour rétablir les liens relâchés un instant entre les syndicats professionnels de tous les pays, établis sur les nouveaux principes de la cohésion de classe. La lutte pour la dictature du prolétariat devient désormais le seul mobile du mouvement syndical, la création d'un édifice communiste universel — son unique but. On peut prophétiser sans crainte de se tromper que le temps n'est pas éloigné où les deux grands courants du mouvement prolétarien se confondront dans la 3^e Internationale et où les partis communistes de tous les pays, en plein accord avec les syndicats rouges ne formeront qu'un front unique contre le capitalisme. Ils suivront en cela les directives vagues encore, mais indubitablement justes de la 1^{re} Internationale.

G. TSIPEROVITCH.

(Président des Unions Professionnelles de Petrograd).

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Réunion plénière vendredi 9 juillet, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

L'Ouvrière en Russie Soviétiste

Le pouvoir soviétiste est le premier à créer les conditions dans lesquelles la femme pourra, enfin, couronner l'œuvre de sa pleine émancipation.

Au cours des siècles, elle fut esclave. Au début, sous le règne de la petite production, elle le fut dans la famille ; ensuite, lors du développement du capitalisme elle le devint trois fois : dans l'Etat, dans la fabrique et dans la famille.

Il en fut ainsi non seulement dans le régime tsariste, barbare et retardataire, mais il en est encore de même dans les « démocraties » les plus « civilisées » de l'Europe occidentale et de l'Amérique.

Sous le régime bourgeois, l'ouvrière est privée des maigres droits politiques accordés à l'ouvrier. A la fabrique, à l'usine, elle est encore plus opprimée, plus exploitée que l'ouvrier, car le patron use de son pouvoir pour l'opprimer non seulement en tant que prolétaire, mais aussi pour lui infliger toutes sortes d'outrages et de violences en tant que femme. Et nulle part et à aucun moment, la prostitution, ce phénomène le plus laid, le plus odieux de l'esclavage salarié du prolétariat, ne s'est épanouie plus somptueusement que sous le règne du capitalisme.

Les ouvrières, les paysannes, sont esclaves dans la famille, non seulement parce que sur elles pèse le pouvoir du mari, mais aussi parce que la fabrique, qui arrache les ouvrières au foyer familial, ne les délivre pas en même temps des soucis de la maternité et de l'économie domestique, transformant ainsi la maternité en une croix lourde, insupportable.

Aussi longtemps qu'exista le pouvoir bourgeois, l'ouvrière, la paysanne ne purent s'affranchir de cette triple servitude, qui est la base sur laquelle repose le régime bourgeois et sans laquelle il ne peut exister.

Le pouvoir soviétiste, le pouvoir du prolétariat, ouvre largement les portes devant la femme, et lui donne la possibilité absolue de s'émanciper.

La constitution soviétiste a déjà doté les femmes de tous les droits politiques et civiques. Les ouvrières, les paysannes, jouissent des mêmes droits de vote que l'ouvrier et le paysan. Elles peuvent au même titre que les hommes élire et être élues ; elles peuvent occuper l'emploi qui leur convient dans les comités d'usine, dans les institutions soviétistes, jusqu'à celui de commissaire du peuple.

La socialisation de la production, l'expropriation des capitalistes et des grands propriétaires, mènent à un anéantissement complet de toute exploitation et de toute inégalité économique.

En Russie soviétiste, l'ouvrière à la fabrique, à l'usine, n'est déjà plus une esclave salariée, mais une maîtresse nantie de tous les droits qui, ensemble et de pair avec l'ouvrier, par l'intermédiaire des institutions soviétistes et des syndicats, organise, administre, dirige toute la production et la répartition.

Il en est de même de la famille et du mariage. Le pouvoir soviétiste a déjà réalisé l'égalité complète des droits du mari et de la femme. Le pouvoir du mari,

du père n'existe plus. Les formalités du mariage et du divorce ont été réduites au minimum, à de simples déclarations des personnes intéressées dans les commissariats correspondants.

Le pouvoir soviétiste a supprimé toute différence de droits entre l'enfant « légitime » et l'enfant « illégitime ». Ainsi a été supprimée une des plus mauvaises manifestations de l'iniquité bourgeoise. En Russie soviétiste, il n'y a plus « d'enfants illégitimes ». Pour elle tous les enfants sont dans la même mesure ses futurs citoyens, qui tous ont droit à ses égards et à ses soins.

Le pouvoir soviétiste tend à prendre sur lui toute leur éducation et l'instruction, dès les premiers jours de leur naissance jusqu'à l'âge de 16 ou 17 ans. Il aspire à prendre sur lui tout l'entretien des enfants.

Sous le règne du capitalisme, les enfants des prolétaires étaient, dès leur plus tendre enfance, privés par la fabrique, par l'usine, des soins maternels, tandis que le gouvernement bourgeois ne faisait preuve à leur égard d'aucun souci. De sorte que les enfants prolétariens s'atrophiaient physiquement et moralement, languissaient, mouraient.

Le pouvoir soviétiste, d'ores et déjà, en dépit de la désorganisation, du blocus, des agressions ininterrompues des gardes blancs, de difficultés inouïes, assure partiellement l'entretien public des enfants (une partie des produits se délivre gratuitement par carte d'enfants ; des réfectoires gratuits, des cantines scolaires sont créées). L'instruction est partout gratuite, à partir de l'école élémentaire jusqu'aux universités et écoles supérieures. Des crèches, des jardins d'enfants sont créés. Dans les écoles, les enfants sont fournis de chaussures et de vêtements. La prévoyance sociale prend constamment plus d'ampleur, sous la forme de protection de la maternité, de l'enfance, création de maisons de maternités, de maisons et de foyers d'enfants, de crèches, de jardins d'enfants.

Le travail est interdit aux enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. De 16 à 18 ans, ils ne travaillent que 6 heures par jour. Les mères sont libérées de tout travail huit semaines avant leurs couches et autant après, et pendant tout ce temps il leur est alloué des secours qui équivalent à leur salaire quotidien. De plus, une série de décrets ont été édictés, qui protègent la femme en état de grossesse, et en général sur la protection du travail de la femme.

D'ores et déjà, je le répète, en dépit de difficultés inconnues jusqu'alors, on peut dire avec certitude qu'en Russie soviétiste les soins de la mère et de l'enfant sont mieux organisés que partout ailleurs. Et ce ne sont que les premiers pas.

De plus, au moyen de la création des réfectoires publics, la cuisine disparaît peu à peu de l'économie domestique.

Le pot-au-feu, tant vanté par les bourgeois, mais qui, du point de vue de l'économie, n'est pas du tout conforme au but, est pour les paysannes et en particulier pour les ouvrières une peine insupportable qui leur enlève jusqu'au dernier loisir, les pri-

vant de la possibilité d'aller aux réunions, de lire, et de prendre part à la lutte de classe : le pot-au-feu, dans le régime bourgeois, en favorisant l'ignorance et le caractère retardataire des ouvrières est, de cette façon, un des meilleurs auxiliaires du bourgeois dans sa lutte contre l'ouvrier.

Le régime soviétique est le régime de transition du capitalisme au communisme, qu'il est impossible de réaliser sans l'émancipation absolue de tous les exploités et par conséquent de la femme. Voilà pourquoi dans le régime soviétique se brisent et volent en éclats toutes les chaînes qui, pendant des siècles, avaient opprimé l'ouvrière et la paysanne.

Dès les premiers jours qui suivirent la révolution d'octobre, les ouvrières comprirent parfaitement que pour elles s'ouvrait une ère nouvelle de pleine émancipation.

A leurs premières conférences (conférence de Moscou, en mai 1918, conférence de la province de Moscou, en juin 1918, et conférence pan-russe en novembre 1918, à laquelle assistaient plus de mille délégués, représentants de plus d'un million de prolétaires), les ouvrières notèrent ce fait. Dans sa résolution sur la question familiale, la conférence de la province de Moscou indique qu'avec le passage du pouvoir aux mains des Soviets, non seulement la complète émancipation politique et civique des ouvrières est devenue possible, mais aussi la suppression absolue de son esclavage de sexe et de famille, et que maintenant il appartient d'élucider et d'élaborer les conditions de cette émancipation.

Dans les résolutions du congrès pan-russe, au sujet des tâches de l'ouvrière, entre autres il est dit : « Le pouvoir soviétique, après avoir donné une émancipation intégrale à toute la classe ouvrière, après avoir réalisé l'égalité en droits de l'homme et de la femme, a fait l'ouvrière au même titre que l'ouvrier les maîtres absolus de la vie, après leur avoir donné la possibilité de l'organiser, comme cela est nécessaire à la classe ouvrière et à la classe pauvre de la ville et de la campagne.

« Par suite de la révolution d'octobre, par suite du passage du pouvoir aux mains des Soviets, l'affranchissement complet des ouvrières au moyen de la suppression des vieilles formes de la famille et de l'économie domestique, devient non seulement possible mais est une des conditions nécessaires de l'instauration du socialisme. »

Dans cette même résolution ont été formulées les tâches posées devant les ouvrières en Russie soviétique. Ces tâches sont fixées de la manière suivante : « La première conférence pan-russe des ouvrières constate une fois de plus que pour celles-ci il n'y a pas de tâches spécifiquement féminines, distinctes des tâches communes du prolétariat, car les conditions de leur émancipation sont les mêmes que celles du prolétariat tout entier, c'est-à-dire la révolution prolétarienne et le triomphe du communisme... au moment où la révolution socialiste universelle se développe, exigeant la plus grande tension de toutes les forces prolétariennes tant pour le développement et la défense de la révolution russe que pour l'organisation socialiste, chaque ouvrier, chaque ouvrière doit devenir un soldat de la révolution, prêt à donner toutes ses forces pour le triomphe du prolétariat et du communisme ; par conséquent la tâche essentielle de l'ouvrière est la participation la plus

active dans toutes les formes et aspects de la lutte révolutionnaire, tant sur le front qu'à l'arrière, tant par la propagande et l'agitation que par une lutte armée directe... De plus... constatant que les vieilles formes de la famille et de l'économie domestique comme un lourd fardeau pèsent sur l'ouvrière et l'empêchent de devenir un combattant de la révolution et du communisme et que ces formes ne peuvent être abolies que par la création de nouvelles formes d'économie, la conférence considère que l'ouvrière, en prenant la part la plus active dans toutes les manifestations de la nouvelle organisation, doit porter une attention particulière sur la création de nouvelles formes d'alimentation, de répartition publiques, grâce auxquelles la vieille servitude familiale sera abolie. »

Dans les résolutions concernant le parti communiste, il est dit que les ouvrières sont appelées à devenir, non seulement en paroles, mais en réalité, membres du parti communiste, et à entrer dans les rangs des organisations correspondantes où l'ouvrière et la paysanne pourront comprendre le programme du parti communiste et devenir des membres conscients de ce parti.

Dans la résolution au sujet de la révolution internationale, la conférence, en indiquant que dans les flammes de l'insurrection mondiale des ouvrières et ouvriers se consume le vieux monde capitaliste et avec lui l'esclavage de la femme, convie les ouvrières et les paysannes de tous les pays à se lever sous le drapeau du parti communiste pour maintenir la victoire de la révolution universelle.

Dans cette même résolution de la conférence pan-russe au sujet de la famille bourgeoise et capitaliste, qui pour la femme était une servitude... « L'économie collective doit remplacer l'économie domestique et affranchir l'ouvrière en tant que ménagère. L'éducation et l'entretien des enfants au compte du gouvernement ouvrier (dans les crèches, jardins d'enfants, colonies, etc.), doivent supprimer les soucis matériels du père et de la mère... Une union libre, mais solide par les liens spirituels de camaraderie de deux citoyens égaux de l'état ouvrier, tel est le nouveau mariage prolétarien. »

Au sujet de la prostitution, la résolution comporte ce qui suit : « ...partant de ce que les racines de la prostitution sont profondément ancrées dans la société capitaliste, la première conférence pan-russe des ouvrières et paysannes pauvres convie à combattre la prostitution non seulement par la fermeture des maisons de tolérance, non seulement par la punition des tenancières... mais par l'extirpation de toutes les survivances du régime capitaliste, au moyen de l'application de l'assurance de la maternité, de la réalisation de l'éducation des enfants, et du remplacement de la famille bourgeoise par le mariage libre... »

Dans la résolution de la conférence du gouvernement de Moscou se retrouve encore une proposition sur l'application d'une égalisation toujours plus grande des ouvriers et ouvrières de toutes catégories. »

Ainsi les ouvrières ont parfaitement compris que leurs nouveaux droits et nouvelles libertés n'aideront réellement le développement et la victoire de la révolution que lorsque, non seulement une petite avant-garde, mais les masses d'ouvrières elles-mêmes

mes seront entraînées à prendre une part active à la vie du parti et des Soviets, et que par conséquent, devant les ouvrières d'avant-garde se pose précisément la tâche d'entraîner cette masse dans la lutte révolutionnaire pour le communisme.

Ce n'est pas une tâche des plus faciles. Il appartient d'intéresser à la lutte révolutionnaire, à l'œuvre d'organisation, d'administration, les éléments les plus retardataires, les plus ignorants des masses ouvrières ; il faut conquérir le bas peuple qui jusqu'alors dans tous les pays n'offrait qu'un terrain peu propice à l'agitation et à la propagande, et qu'aucun parti n'a encore réussi à gagner.

Sous le règne du capitalisme, les ouvrières et paysannes sont absolument écartées de toute vie publique et politique, tant par les conditions de la vie de la famille bourgeoise que par leur absence de droits politiques. Grâce à cela, lors du passage du pouvoir aux mains des Soviets, lorsque devant la classe ouvrière s'est dressée l'œuvre d'administration et l'œuvre complexe et difficile de la nouvelle organisation, les ouvrières, dans leur ensemble, se sont montrées encore plus inexpérimentées que les ouvriers. Pour attirer avec succès les ouvrières à la cause commune, il était nécessaire en premier lieu de les aider à apprendre comment travailler ; de leur faire comprendre où et comment elles pourraient employer leurs forces.

Il était nécessaire d'élaborer de nouvelles méthodes de propagande, de nouvelles façons d'aborder les ouvrières et les paysannes adaptées à leurs particularités psychologiques et aux nouvelles tâches qui les attendent. Ici la propagande par l'action acquiert une signification particulière, c'est-à-dire la propagande qui amènerait directement les ouvrières et les paysannes à prendre part à telle ou telle organisation soviétiste ou autre travail.

Des assemblées de déléguées d'ouvrières ont été organisées, qui ont rendu dans ce sens les plus grands services. Ces assemblées de déléguées sont formées de représentantes de toutes les fabriques et usines d'un rayon donné, élues dans les réunions générales des différentes entreprises. Les assemblées de déléguées sont des institutions grâce auxquelles les ouvrières apprennent en pratique comment doit être menée l'action soviétiste, comment employer leurs forces et leur énergie révolutionnaire dans la lutte commune du prolétariat et à l'organisation. D'autre part, ces assemblées sont une magnifique liaison entre les institutions soviétistes et les masses d'ouvrières.

Les délégués se décomposent en groupes de personnes travaillant dans telle ou telle section soviétiste (jusqu'à présent surtout dans l'assurance sociale du travail, dans l'instruction publique, dans la préservation de la santé) et là, mènent une action pour l'inspection et le contrôle des asiles, des refuges, des jardins d'enfants, des écoles d'écriture et de lecture et autres, ainsi que pour leur création ; pour le contrôle et l'inspection des réfectoires et des cuisines et pour la suppression des abus et des désordres ; pour l'observation dans les écoles de la répartition régulière des chaussures, des vêtements ; pour le recueillement de renseignements à l'usage des inspecteurs du travail ; pour le contrôle d'une application parfaite des règlements sur la protection du travail de la femme et de l'enfant. Organisation

des ambulances et hôpitaux et soins et visites aux blessés et malades. Inspection et contrôle des casernes, participation à la milice. Action pour la juste distribution de la ration des gardes rouges, pour amener les ouvrières à prendre une part plus active dans toutes les formes de direction et d'administration de la production, etc.

Les sections, de leur côté, mettent les ouvrières au courant de leurs travaux, les font entrer aux écoles et aux cours qu'elles ont ouverts pour telle ou telle branche du travail soviétiste (cours de prévoyance sociale, d'instruction pré-scolaire, cours d'infirmières rouges, de brancardières, etc.).

De plus les déléguées, continuant leur action dans leur usine ou fabrique, font des rapports périodiques à leurs électeurs sur leur activité et sur celle des sections dans lesquelles elles travaillent, organisent dans les usines un tour de service pour écouter les revendications, les plaintes et connaître les besoins des ouvrières.

Les délégués prennent une part active dans toutes les campagnes entreprises par le parti, par les soviets (chauffage, rentrée des récoltes, approvisionnement, secours aux blessés, lutte contre les épidémies, trains d'agitation dans les provinces, etc., etc.).

Les assemblées de déléguées se réunissent deux ou quatre fois par mois. Dans ces derniers temps, à Moscou et dans quelques autres localités, la norme de la représentation a été abaissée ; les déléguées sont élues à raison de une sur vingt ouvrières. De la sorte, par l'intermédiaire des assemblées de déléguées, on réussit à gagner les grandes masses d'ouvrières, qui deviennent de plus en plus des réserves dans lesquelles le parti et les soviets peuvent puiser des forces nouvelles. Les « semaines du parti » l'ont prouvé abondamment. A Moscou, par exemple, où pendant la semaine du parti se sont inscrits dans celui-ci, près de 15.000 nouveaux membres, et dans ce nombre quelques milliers d'ouvrières, un grand pourcentage fut donné précisément par les assemblées de déléguées.

Les conférences d'ouvrières sans parti ont une grande importance de propagande ; elles se réunissent dans les différentes villes, gouvernements, districts, environ tous les trois ou quatre mois (dans toute la Russie une seule conférence a été convoquée l'an passé). Ces conférences se sont révélées comme un excellent moyen pour agiter et réveiller les masses demeurées étrangères au mouvement et, dans ce domaine, ont donné de bons résultats (en ce moment, les paysannes sont intéressées à ces conférences). En octobre dernier, par exemple, à Moscou, s'est tenue une conférence de sans-parti à laquelle assistaient plus de 3.000 déléguées, représentant de 60.000 ouvrières moscovites (on compte à Moscou, environ 180.000 ouvrières).

La propagande et l'agitation sont aussi menées par la parole et par la presse. Presque dans chaque organe du parti paraît la « page de l'ouvrière ».

Nous pouvons dire sans aucune exagération (quels que soient les défauts et les lacunes de notre action) que les résultats obtenus pour cette année ont dépassé notre attente. Il y a un an, il n'existait qu'un tout petit groupe d'ouvrières conscientes ; l'état d'esprit du reste de la masse ouvrière était révolutionnaire, mais encore instinctif, inconscient, inorganisé.

Actuellement, il s'est formé des cadres suffisamment nombreux d'ouvrières conscientes — membres du parti communiste — qui au cours de cette année ont réussi à accomplir tel ou tel travail soviétiste ou de parti.

De talentueuses ouvrières propagandistes ont été formées, et en ce moment des ouvrières publicistes sont en voie d'éducation.

Le mouvement des ouvrières a déjà gagné les grandes masses et devient une force politique considérable. C'est à Petrograd, à Moscou, dans les gouvernements de Moscou et d'Ivano-Voznecensk que le travail a le mieux marché. Mais, il n'y a pas de doute que c'est à Petrograd que les ouvrières sont les mieux organisées et les plus conscientes. Dans les autres gouvernements une action est entamée qui dans certaines localités marche suffisamment bien. A la conférence pan-russe des organisations du parti pour le travail parmi les femmes, se trouvaient les représentants de 28 gouvernements ; ceux de l'Oural, d'Oufa, d'Orenbourg, d'Astrakhan, n'avaient pu arriver, quoique là bas une action soit aussi menée. Ainsi le mouvement des ouvrières embrasse toute la Russie.

Les ouvrières firent preuve de magnifiques capacités d'organisation et de travail. Elles ont déjà réussi, en dépit de difficultés inconnues à prêter main forte aux sections soviétistes, à créer un nombre important de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles, de réfectoires publics, etc. Et au fur et à mesure que l'ouvrier est obligé d'aller au front, dans l'armée rouge, pour défendre le pouvoir soviétiste contre les agressions de Denikine, de Youdenitch, des impérialistes de l'Entente, l'ouvrière le remplace non seulement à la fabrique et à l'usine, mais dans les soviets, dans les syndicats, dans la milice, etc. Et nombreuses furent les ouvrières qui voulurent sur le front se battre côte à côte avec l'ouvrier contre les gardes blancs.

Au cours de cette année les ouvrières se sont définitivement persuadées que pour avoir la possibilité d'organiser tranquillement une vie nouvelle, pour mettre un terme à la crise du transport et alimentaire, il est nécessaire d'en finir avant tout avec la force armée des Youdenitch et des Denikine ; il est nécessaire de porter un coup définitif aux forces de la bourgeoisie et de mettre fin aux tentatives d'étrangler le pouvoir soviétiste. C'est pour ces raisons que les ouvrières, au cours de ces deux derniers mois, ont porté la plus grande partie de leur attention sur le plus large soutien de l'armée rouge.

Maintenant que nous infligeons à Denikine un coup décisif, elle pourra à nouveau, naturellement sans oublier, ne serait-ce qu'un instant, son action dans l'armée rouge, donner plus de forces aux autres tâches.

A la face de l'ennemi impérialiste, la prolétaire russe s'est montrée vraiment digne de son camarade prolétaire. Elle n'a pas cessé de s'affirmer toujours prête à consentir toutes sortes de sacrifices, afin d'en finir avec les forces de la bourgeoisie. Elle disait aux ouvriers : « Certainement que cela nous est difficile, pénible, mais partez au front, ne pensez pas à nous, nous vous remplacerons, nous en viendrons à bout ». Pendant la dernière offensive de Denikine les ouvrières de Toula déclarèrent, dans une résolution prise à l'unanimité, que Denikine

n'entrerait à Toula qu'en passant sur leur corps. De telles déclarations furent faites en maintes autres villes.

Contre Denikine, Youdenitch, s'est dressée toute la Russie ouvrière, prête à tous les efforts et aux pires tourments rien que pour sauvegarder le pouvoir soviétiste.

Le pouvoir soviétiste fait pénétrer ses racines jusqu'au plus profond de la classe ouvrière. Pour sa défense, il a su soulever les éléments les plus retardataires et les plus obscurs. Et c'est là qu'est la meilleure garantie de sa solidité et de son invincibilité.

Les femmes bourgeoises haïssent le pouvoir soviétiste et s'efforcent, autant que faire se peut, de le ternir aux yeux des masses, ne s'arrêtant pour cela devant aucun mensonge, même le plus invraisemblable et le plus ridicule.

En automne dernier, les représentants des cercles impérialistes français et anglais mettaient en circulation cette calomnie odieuse et stupide que soi-disant le pouvoir soviétiste « avait socialisé », ou « nationalisé » les femmes.

A cette occasion, les mondaines et les demi-mondaines de Paris et de Londres avaient cru nécessaire de s'adresser solennellement au tigre impérialiste Clemenceau, avec cette prière de défendre les femmes russes contre la bestialité du pouvoir soviétiste.

Une pareille accusation portée contre les communistes n'est pas une nouveauté. Marx, déjà dans le « Manifeste communiste », en des termes impérissables, flétrissait et ridiculisait cette invention bourgeoise.

Et c'est une véritable honte que le représentant de la deuxième Internationale Kautsky eut l'impudence de soutenir et de répéter cette ignoble calomnie contre le pouvoir soviétiste.

Toutes ces tentatives de détacher les ouvrières, de les insurger contre la révolution, ne conduiront assurément à rien. Parmi les ouvrières des autres pays, la constitution, les décrets du pouvoir soviétiste, toute son activité, de même que les résolutions et les déclarations des ouvrières russes elles-mêmes sont la meilleure et la plus irréfutable des réponses. Ces messieurs de la deuxième Internationale ne gagnent en l'occurrence que la haine et le mépris des ouvrières de tous les pays. Chaque ouvrière de Russie répondra à ces messieurs à peu près ceci : Sous le règne du capitalisme, nous étions esclaves, on trafiquait de nous dans le mariage et en dehors de celui-ci. Sous le règne du pouvoir soviétiste, nous avons réussi les premières à nous débarrasser de notre fardeau, à nous sentir des êtres libres. Ce qui nous parut n'être qu'un rêve lointain, un conte magnifique et que nous craignions de croire, devient maintenant possible, palpable, réalisable, et d'ores et déjà nous commençons à instaurer le communisme.

Il est ridicule de nous rappeler en arrière !... Quels que soient les efforts des dames de la bourgeoisie et de leurs auxiliaires de la deuxième Internationale, ils ne réussiront pas à faire dévier l'ouvrière de sa route.

Car elle a déjà fait son choix. Elle va avec le pouvoir soviétiste, avec la troisième Internationale, contre vous, messieurs !

Hélène BLONINA.

Correspondance Internationale ESPAGNE

Nous n'avons encore sur le récent congrès du P. S. espagnol d'autres données que celles publiées par Floréal dans l'*Humanité*. De sa communication il résulte que le parti abandonne à son tour la II^e Internationale et que l'adhésion pure et simple à la III^e Internationale, rapportée par Cortès, obtint 5.016 voix contre 8.269 à la motion dilatoire De los Rios et que les neuf membres du Comité National élus comprennent quatre partisans de l'affiliation immédiate à la III^e : Anguiano, secrétaire du P. S. et de la Fédération des Cheminots; Nunez de Arenas, directeur de l'hebdomadaire *La Internacional*; Lopez Baëza, rédacteur en chef du journal du bâtiment, *El Obrero*; Lamóneda, jeune militant du Livre et membre du Comité de l'Union des Travailleurs.

L'envoi en Russie d'Anguiano et de De los Rios, ce dernier député de Grenade, est également un heureux symptôme.

PRADOS.

NOS MEETINGS

Contre la répression gouvernementale
Pour la libération de nos prisonniers

JEUDI 8, A ST-DENIS

Salle des Fêtes

Henry Torrès — Humbertot

SAMEDI 10, A PUTEAUX

Salle des Fêtes de la Revendication

GRAND MEETING

Ch. Rappoport — Jean Ribaut
Treint — René Reynaud

NOTRE SOUSCRIPTION

14^e liste.

Henri Schneider, 25 fr. — Eugène Cornil, Roubaix (A bas toutes les Patries), 5 fr. — E. D. H., 20 fr. — Peter, 5 fr. — Guillet, 3 fr. — Trois camarades marseillais, 20 fr. — Pour le dégonflement du complot, 4 fr. — Une institutrice bolchevick, 10 fr. — Eugène Lacroix (Cher), 5 fr. — Supplément d'abonnement, 1 fr. 50. — Vive le Comité de la 3^e, 2 fr. — Un lecteur du *Bulletin*, 10 fr. — Levasseur (Bruxelles), 10 fr. — Trois délégués au C. N. 30 fr. — Liste de souscription n° 8, 7 fr. 20. — Liste de souscription n° 31, 21 fr. 40. — Liste de souscription n° 5, versée par Perrin, 11 fr. 30. — H. R. (Alger), 10 fr. — Un membre du Comité, 5 fr. — Pour la libération de nos emprisonnés, deux ouvriers, 3 fr. — Contre le Longuetisme, 1 fr. — Citoyenne Dardenne, 5 fr. — J. Brice, 2 fr. — A. Brice, 2 fr. — H. Brice, 2 fr. — Un communiste espagnol, 1 fr. 50.
Total de la 14^e liste.....Fr. 221 90
Total des listes précédentes..... 2.699 30
Total général 2.921 20

Notre Bulletin

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr. 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc..
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale. par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.



Travail exécuté

par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)